

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13520 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 17-JULIET 1988

Durcissement à Managua

M. Reagan et M. Bush doivent-ils remercier le commandant Daniel Ortega ? En décidant d'expulser pour « ingérence » l'ambassadeur américain à Managua, le 11 juillet, les autorités nicaraguayennes ont offert à leur vieil adversaire de la Maison Blanche le plus beau des cadeaux d'adieu : voir, à six mois de la fin de son mandat, le Sénat unanime menacer Managua de reprendre l'aide militaire à la Contra anti-sandiniste et de revenir ainsi sur son vote du 3 février.

Faut-il le préciser ? Les cris d'indignation des élus américains ont été cette fois surtout de sujets colossaux aux oreilles de M. Bush, vice-président en exercice, mais surtout « héritier » et candidat républicain à la Maison Blanche. D'autant que ce ralliement inattendu autour de la bannière étoilée et de quelques solides valeurs réaganiennes place les démocrates, à la veille de leur convention, dans une situation plus qu'embarrassante.

En effet, leur champion, le gouverneur Dukakis, n'a jamais caché son hostilité à l'aide américaine à la Contra. Désormais il va devoir, peut-être, composer. Non que dans l'immédiat une aide militaire soit envisageable, mais les démocrates avaient, en fait, pris un pari sur la paix. Un pari risqué qui reposait largement sur les espoirs suscités par le 7 août 1987 à Guatemala, et sur les promesses de « démocratisation » faites à cette occasion par le Nicaragua.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Après plusieurs rencontres prometteuses entre dirigeants sandinistes et « contras », c'est à nouveau l'impasse, et les escarmouches ont même repris sur le terrain. Chacun s'efforce de gagner du temps : Managua, pour résoudre une crise économique ; la Contra, pour négocier une survie quelconque à l'après-réaganisme ; et le gouvernement américain, pour reprendre, avec M. Shultz dans la région, une initiative diplomatique dont il s'est senti trop longtemps dépossédé.

Dans pareil contexte, le renvoi de l'ambassadeur américain fait figure d'épiphénomène, de « prurit nationaliste ». Plus grave, en revanche, est la vague de répression qui s'est abattue cette semaine sur le Nicaragua : fermeture de la radio catholique et du journal d'opposition « La Prensa », arrestations d'opposants, etc.

Durcissement qui est un double aveu d'impuissance. Impuissance du président Daniel Ortega lui-même, qui avait tant bien que mal imposé à son gouvernement — et notamment au ministre de l'intérieur Tomas Borge, favorable à une « solution militaire » face à la Contra — la recherche d'une « troisième voie » en sollicitant, à côté de l'aide du bloc de l'Est, des aides auprès de la Communauté européenne pour assurer la survie du pays, et donc du régime. Impuissance aussi d'un gouvernement qui, comme tous les régimes autoritaires, est incapable de se régénérer.

On voit mal, dans l'immédiat, ce qui pourrait changer. A moins que, lassé de soutenir cette coûteuse expérience révolutionnaire, le parrain soviétique, M. Gorbatchev, qui sait bien s'y prendre avec l'Ouest, n'inculque à ses fillets de Managua quelques notions accélérées de « perestroïka ».

(Lire nos informations page 3.)

M 0146-07180-6.00 F



3790146006000 07180

Imbroglie dans l'affaire du « City-of-Poros »

Paris demande à Athènes des « éclaircissements »

Les corps de cinq des neuf morts de l'attentat contre le bateau grec « City-of-Poros » n'avaient pas été identifiés le samedi 16 juillet ; parmi ceux qui l'ont été, deux Français : Isabelle Bismuth et Laurent Vigneron. Vendredi, le ministre grec de la marine marchande, M. Yannopoulos, avait indiqué que ce dernier serait l'un des terroristes. A Paris, le ministère des affaires étrangères émet des doutes sérieux sur ces informations et a demandé des « éclaircissements » à Athènes.

La plus grande confusion continue de régner à Athènes dans l'enquête sur l'attentat contre le « City-of-Poros », qui a fait neuf morts et quatre-vingts blessés le lundi 11 juillet au large d'Athènes.

Après que la police grecque eut laissé entendre, à tort, qu'une jeune Française pouvait avoir été mêlée à l'attentat, le ministre de la marine marchande a mis en cause un autre ressortissant français, Laurent Vigneron, mort lui aussi des suites de l'attentat. Etudiant dans une école d'ingénieurs, Laurent Vigneron était en vacances en Grèce avec sa fiancée portée disparue.

La famille du jeune homme a catégoriquement démenti qu'il ait pu faire partie du commando terroriste responsable de la tuerie. Le Quai d'Orsay a demandé des explications au gouvernement grec, qui a amorcé une marche arrière, indiquant que le jeune Français était « un suspect parmi d'autres ».

Il semble, en fait, que les autorités grecques, qui s'interrogent sur les motivations des terroristes, aient très peu d'éléments d'informations et doivent démentir des déclarations contradictoires.

(Lire nos informations page 3.)

Le billet vert au-dessus de 6,30 F

La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la diminution du déficit commercial et la hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et la surchauffe provoquent une ruée générale sur le dollar qui, à Paris, retrouve ses cours du début de 1987 après une hausse de 5 % en un mois.

Cette poussée, qui inquiète les partenaires des Etats-Unis dans la mesure où elle est susceptible de relancer l'inflation chez eux, n'est guère freinée par les interventions des banques centrales.

Après avoir, pendant des mois, déployé des efforts souvent infructueux pour freiner la baisse du dollar et tenter de stabiliser les cours de cette devise, les nations occidentales vont-elles être contraintes de déployer les mêmes efforts pour stopper sa remontée ? C'est la question que l'on se pose sur les marchés des changes à la veille du week-end, en voyant le dollar s'élever linéairement à 6,35 F et à 1,88 DM. A Paris, le « billet vert » s'est apprécié de 5 % en un mois et de 19 % par rapport à son cours de la fin de 1987 (5,32 F). Il vient de retrouver son niveau de la première quinzaine de janvier 1987, effaçant ainsi dix-huit mois de baisse. A Francfort, c'est le retour onze mois

en arrière, au début du mois d'août 1987. A Tokyo, les opérateurs retrouvent leurs cours du mois de novembre dernier.

Cette remontée est liée à la lente amélioration du déficit commercial des Etats-Unis, qui, sur les cinq derniers mois, s'est établi, sur une base annuelle, à 130 milliards de dollars contre 171 milliards en 1987. Sa vigueur est liée à la disparition des craintes d'une augmentation de ce déficit, les opérateurs adorant ce qu'ils avaient brûlé et rachetant par milliards un dollar dont ils se débarrassaient à tout prix il y a encore un mois, notamment au Japon.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 11.)

Soixante-dix millions de fidèles dans le monde

Les anglicans divisés par les femmes

Cinq cent vingt-cinq évêques anglicans participent, depuis le samedi 16 juillet et jusqu'au dimanche 7 août, à la conférence de Lambeth, qui réunit tous les dix ans à Cantorbéry (Angleterre) les principaux dirigeants de la Communion anglicane. Les principaux sujets de débat seront l'ordination des femmes au ministère sacerdotal et les rapports avec l'Eglise romaine.

LONDRES
de notre correspondant

Instance suprême de la Communion anglicane, qui réunit soixante-dix millions de fidèles dans le monde, la première assem-

blée de la conférence de Lambeth avait eu lieu en 1867. Elle s'était réunie, d'où son nom, au palais de Lambeth, à Londres, résidence, depuis sept siècles, du primat de l'Eglise d'Angleterre.

Celui-ci a gardé son titre historique d'archevêque de Cantorbéry. Saint Augustin, en 597, avait en effet érigé en évêché la capitale de ce qui était alors le royaume de Kent. Les prêtres anglicans assisteront aux services religieux dans la vieille cathédrale de Cantorbéry, dont la construction remonte au XI^e siècle, mais ils travailleront, le plus souvent à huis clos, dans les bâtiments modernes de l'université voisine de Kent.

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 6.)



« La Clémence de Titus », à Aix-en-Provence

Une sobre magnificence

Une sorte de fil invisible relie cette « Clémence » très stylisée au « Don Giovanni » de Cassandre qui, depuis 1949 et pendant tant d'années, donna le ton du Festival d'Aix, fixa sa marque.

Cette nouvelle production est glorieuse, éclatante et sobre comme le triomphe de Titus dans sa clémence : tout est d'une sublimité beauté : décors, lumières, les voix, le physique des personnages et l'orchestre dirigé par Armin Jordan comme jadis Hans Rosbaud, comme la musique même de Mozart.

Pendant l'ouverture, une scène muette évoque les adieux de Bérénice et de Titus, celui-ci révolté, puis résigné à l'influctuable ; destin d'autant plus cruel que, derrière l'empereur, un admirable trophée, quatre chevaux jaillissant dans les plus grandes oriflammes, proclame sa puissance. Et ce trophée, apparaissant, disparaissant pendant l'opéra, marquera les limites et la

précarité de son existence, jouant à cache-cache avec la mort derrière les splendides colonnes mobiles qui délimitent tour à tour des appartements intimes et des salles d'apparat.

Bustes antiques, globe de marbre, astrolabe, obélisques sculptés, étincelants costumes d'officiers pleins de rêve comme pour le prince de Hombourg, gardes empanachés, toilettes des dames, un peu évaporées parfois avec leurs ombrelles, tout cela dans une couleur générale grise et blanche, avec quelques touches plus vives pour les personnages principaux (rouge ou noir pour Titus, Sextus et Vitellia), tel est le ton magnifique adopté par Michel Cacoyannis et son décorateur Nicholas Georgiadis.

Il s'accorde avec le raffinement des sentiments, des émotions, des gestes qui émanent des personnages. Le caractère stéréotypé de l'aria da capo, les longs débats des héros déchirés, sont soutenus par des jeux de scène d'une grâce et d'un naturel qui

rejoignent la transparence de la musique.

Et la distribution est un idéal mariage de voix pour ce « ballet blanc » de quatre femmes, dont deux interprétant des rôles masculins. Révélation de cette soirée, la toute jeune Hollandaise Charlotte Margiono, une Vitellia coquette, irrésistible et cruelle comme Alma Mahler, voix délicieuse et flamboyante, qui recèle toute l'ambition effrénée du personnage, jusqu'au moment où, enfin, elle rend les armes à Sextus, qui s'est sacrifié pour elle, sans espoir de retour.

Jeanne Piliand, idole d'Aix depuis quelques années dans ces rôles travestis de Mozart et de Strauss, donne une véritable stature à Sextus, personnage complexe, tourmenté, avec un timbre de velours noir, ravagé par le tumulte des sentiments contraires, des fidélités qui se combattent inextricablement en lui.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 7.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 40 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 3.000 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 325 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Dates

Il y a trente ans

Le premier débarquement des « marines » au Liban

Il est 15 h 15, le 16 juillet 1958, dans la nuit de l'été beyrouthain, lorsque le premier « marine » s'élança de la barge de débarquement et, après quelques foules dans l'eau, prit pied sur la terre libanaise. Il s'accroupit et se mit en position de tir, tandis que ses camarades s'élançaient à leur tour, l'une au poing et l'autre à l'assaut de la plage de sable blanc. Comme si c'était vraiment la guerre.

Mais que font donc à tous ces baigneurs à l'œil goguenard ? Oà est l'ennemi ? Les « marines » en sont bientôt à zigzaguer entre les badauds accourus de toutes parts pour assister à un spectacle d'un débarquement à l'américaine, comme au cinéma.

Dans les rangs de l'Armée libanaise, on retient le chef d'état-major qui a donné l'ordre de tirer — en fait ? — deux ou trois salves de ses vieux canons. Pour l'honneur.

INSOLITE pour ne pas dire grotesque sur le terrain, l'intervention militaire américaine de 1958 au Liban fut d'une remarquable efficacité par ses effets politiques, locaux et régionaux. En quelques heures, cinq mille quatre cents hommes étaient déployés au Liban, en trois points stratégiques : Beyrouth, lieu de débarquement principal, Koleyate, au nord, et Rayak, dans la plaine de la Bekaa ; là, les Américains arrivèrent par avion. Les trois aéroports civils et militaires du pays étaient investis.

On vit ce jour-là des mastodontes blindés, hauts d'un étage et plus, d'incroyables véhicules surarmés dont on imaginait mal ici qu'ils puissent non seulement exister, mais encore qu'ils parviennent à traverser les rues étroites du vieux Beyrouth.

Le Liban était alors en crise depuis trois mois. Une « crise », pourrait-on dire, au regard de ce qui devait suivre en 1975. La première guerre du Liban ne fut, en termes de victimes (cinq cents), de dégâts et de durée (six mois), qu'une petite répétition de cette seconde guerre qui en est aujourd'hui à sa quatorzième année. Toutefois, l'enjeu était déjà très grand. Il s'agissait finalement de contenir le nationalisme triomphant, et cela fut fait.

américano-britannique, mais lui apporte son appui aux Nations unies.

Le nouveau maître du terrain à Bagdad, Abdel Karim Kassam, paraît doublement dangereux aux yeux des anglo-saxons : aux trois premiers jours de la révolution irakienne, en effet, il décide de solliciter à la fois l'aide de l'Égypte et celle de l'URSS, secours très volontiers accordés. Certes, plus tard, Kassam allait devenir un irréductible

stratégique ainsi défini se traduisait en termes politiques : à Amman, par la consolidation du pouvoir du roi Hussein, jusque-là d'une instabilité totale, et à Beyrouth, par l'élection d'un nouveau président de la République.

Dans le sillage des « marines », Robert Murphy, un émissaire du président Eisenhower, arrive à Beyrouth à bord d'un Boeing qui, pour la première fois, relie

saura remettre le Liban sur des rails solides.

Confirmant à l'occasion qu'il sait être réaliste, Nasser acceptera le compromis. Il exprimera son approbation de façon spectaculaire en venant rencontrer le président Chehab, dès son entrée en fonctions, sous une tente à la frontière syro-libanaise, élevant ainsi au nouveau chef de l'État le pèlerinage à Damas ou au Caire, qu'il n'eût, d'ailleurs, sans doute pas effectué.

Journal de fête

Entre-temps, pour les « marines », cette première équipée libanaise, commencée comme une opération militaire dangereuse, mais contre un ennemi invisible, qui devait se révéler inexistante, s'est muée en excursion touristique. Un mois après avoir débarqué, ils péchaient à la ligne sur le front de mer à Beyrouth ou effectuaient à Jbeil des manœuvres qui prenaient des allures de kermesse...

« C'était jour de fête pour les habitants de Jbeil et de toute la région, relatait le lendemain le journal *'Orient'*. *Jeunes filles endimanchées, gamins et vieillards, souvent accompagnés par leur curé, toute la petite ville s'était transportée pour assister à l'exercice.*

« Il y avait bien des « marines » sur la plage, et des hélicoptères, des chars amphibies et des mortiers, du matériel de camouflage et de télécommunications, des ordres donnés et exécutés (...). Il y a bien eu jonction, quelque part dans la montagne, des deux « ailes » des troupes débarquées. Il y a bien eu aussi une impressionnante démonstration de chasseurs en réaction, qui ont effectué des sauts-mortes et des tonneaux à la russe (...). Mais il y avait surtout cinq jeunes filles, cinq jeunes gens et cinq gamins pour chaque « marine ».

« Il y avait des familles qui s'étaient confortablement assises pour manger un fruit » à l'ombre d'un half-track (...). Il y avait des jeunes filles qui jouaient à l'échec, avec des soldats « de garde » devant les mortiers.

La tête basse

Deux mois après avoir mis le pied sur le sol libanaise, les deux tiers des soldats américains avaient rembarqué : mille cinq cents hommes étaient retirés à la mi-août, et mille sept cents à la mi-septembre ; les autres le furent après l'arrivée au pouvoir du nouveau président.

Quelle différence entre l'atmosphère détentée de l'aventure de 1958 et le contexte dramatique de la deuxième opération militaire américaine au Liban, en 1982 : l'engagement des « marines » dans la force multinationale devait commencer sous les meilleurs auspices mais à achever en désastre en 1984. Arrivés en leaders avec l'accord de toutes les parties en conflit au Liban, d'une certaine façon donc en sauveurs, les Américains ont embroché dans l'affaire leurs principaux alliés — France, Grande-Bretagne, Italie — et massé eux-mêmes, au large de Beyrouth, une impressionnante armada aéronavale. Cela ne leur évita pas de repartir la tête basse, après avoir été constamment harcelés. Ils ont laissé sur le terrain plus de trois cents morts, abandonnant au plein chaos un pays qu'ils prétendaient sauver.

En 1958, ils n'avaient perdu aucun homme par fait de guerre et avaient stabilisé le Liban, pour un temps au moins. Ils avaient alors, il est vrai, un objectif et des motivations beaucoup plus claires.

LUCIEN GEORGE.



Nasser

Le président libanais de l'époque, M. Camille Chamoun, avait essayé en vain d'internationaliser les problèmes auxquels il devait faire face, afin d'obtenir une intervention armée occidentale en sa faveur. Brusquement, ce qui aurait dû être pour lui une catastrophe — la révolution irakienne lui faisait perdre son principal appui arabe, le seul susceptible alors de faire contrepoids à Nasser — allait lui fournir l'occasion de cette intervention. Il ne fallut pas attendre le recul du temps pour se rendre compte que les « marines » avaient débarqué au Liban (et, le lendemain, les paracommandos britanniques en Jordanie), pour des considérations de stratégie régionale, tant pétrolière que militaire, et non pas vraiment pour le salut du seul Liban.

Cela fut évident dès le premier instant : l'édifice mis en place au Proche-Orient par l'Occident, dont la clé de voûte arabe était l'Irak, menaçait de s'écrouler avec la révolution qui avait emporté, le 14 juillet, à Bagdad, la monarchie et son redoutable serviteur, Noury Saïd. Pour empêcher la ruine, il ne restait qu'une solution : entrer en lice. Ce que firent Washington et Londres.

La France, récemment redevenue gaullienne, est trop occupée par l'affaire algérienne. Elle reste à l'écart de l'opération

ennemi de Nasser, mais en attendant, les événements de Bagdad semblent, pour les Occidentaux, porteurs d'un risque considérable, celui d'une vaste alliance Egypte-Syrie-Irak, entre les mains de Nasser.

Dès qu'ils eurent réussi leur démonstration de force, marquant leur détermination de ne plus accepter d'empiétements, les États-Unis mirent en œuvre le volet politique de l'opération. Mais au lieu d'imposer le maintien de l'homme qui les avait appelés à la rescousse — en leur donnant la justification de leur intervention, M. Camille Chamoun aspirait à un deuxième mandat présidentiel, — les Américains recherchèrent une solution équilibrée, tenant compte des données locales et régionales.

Khroutchev et Nasser, après avoir protesté avec véhémence contre les interventions américaine au Liban et britannique en Jordanie, se montrèrent de leur côté réalistes. Ils devaient accepter que l'équilibre

directement les États-Unis au Liban. Le fait n'est pas anodin. La presse souligne l'exploit : un vol sans escale en onze heures. On est alors au temps où, au début de la course à l'espace, l'Amérique s'essouffait derrière l'URSS, forte du lancement de ses premiers spoutniks. Washington en est encore à présenter la traversée du pôle, sous la calotte glaciaire, par le sous-marin atomique *Nautilus*, comme une performance comparable à celle du lancement des premiers satellites soviétiques. Car les fusées américaines piquent du nez l'une après l'autre.

A tout point de vue, les États-Unis ont besoin de redorer leur blason. Superpuissance ou « tigre de papier » selon l'expression chinoise, le colosse américain a donné au Liban un coup d'arrêt à l'expansion soviéto-nassérienne au Proche-Orient et au-delà. A Beyrouth, Murphy prépare donc l'élection du nouveau président libanais. Ce sera le général Fouad Chehab, commandant en chef de l'armée, lequel

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPA 650 572 F
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vermès.
Covéditeur en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 42-55-91-83 ou 42-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037
Microfilms et Index du Monde renseignements au (1) 42-47-99-81.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	MONDIAUX	ÉTRANGER	AUTRES PAYS
3 mois	254 F	399 F	504 F	677 F
6 mois	474 F	762 F	972 F	1 377 F
9 mois	654 F	1 089 F	1 404 F	1 957 F
1 an	1 200 F	1 300 F	1 800 F	2 500 F

ÉTRANGER : Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

Compagnies d'aériens détenteurs de permis de nos avions ont invité à formuler leur demande de permis avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Un livre de Sophie Bessis et Souhayr Belhassen
Bourguiba avant Bourguiba

En albanais, nous apprennent d'embles nos deux concitoyens de Jeune Afrique, Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, « bourguiba » signifie « prisonnier ». Le Combattant suprême, longtemps familier des règles françaises, finit à présent sa vie dans une résidence surveillée où ses compatriotes l'ont envoyé depuis le « coup d'État médical » de 1987. Cependant, c'est Habib Bourguiba d'avant le pouvoir et d'avant la chute que les deux journalistes tunisiennes ont voulu « reconstituer », se réservant, dans un second tome en préparation, qui partira de 1957, de décrire le régime bourguibiste.

Ce fils d'une famille de souche albanaise, venue à Monastir via la Tripolitaine, à l'extrême fin du dix-huitième siècle, est sans doute né en 1901. En tout cas, muni dès 1913 de son certificat d'études, ce document français sera son passeport d'entrée dans la modernité. Aux pires moments de ses relations avec Paris — du protectorat à Bizerte, — il ne l'oublia jamais. Aussi sera-t-il l'un des pères de la francophonie.

Souhayr Belhassen et Sophie Bessis ont beaucoup fouillé la période formatrice du jeune Bourguiba, retrouvant des faits, des photos qui éclairent fort utilement le reste de la carrière. Aussi peuvent-elles regretter qu'elles paraissent reprendre à leur compte des inventions récurrentes comme les lieux publics « interdits aux indigènes et aux chiens » dans l'Afrique du Nord française.

On préférera le « Rastignac arabe » aux yeux de ciel s'installant au quartier Latin pour faire son droit, cachant déjà sa gorge fragile dans une longue écharpe.

Passionné par la politique française, il est bien différent de ses compatriotes, qui préfèrent courir le jupon parisien que les congrès radicaux. C'est là qu'il apprendra les façons susceptibles de rendre un jour à la régence sa souveraineté. « Je sentais qu'il y avait des mécanismes à comprendre. »

Parmi ceux-ci, la respectabilité bourgeoise : grâce à son ami Mounier-Pillet, instituteur français converti à l'islam, Bourguiba conclut bientôt un faux mariage (le cortège n'ira pas à la mairie) avec Mahdiba Lefras, veuve de guerre employée au ministère des finances, de douze ans plus âgée que lui. Puis c'est le retour en Tunisie, où le clergé français organise, en 1930, un provocant congrès eucharistique qui fouette l'islamo-nationalisme de la jeunesse. Le jeune avocat Bourguiba n'est pas en reste : aussi, dès 1934,

goûte-t-il à la déportation. Et c'est parti pour plus de vingt ans de combats, d'emprisonnements, de libérations (dont celle due aux nazis et dont on a tant parlé), et jusqu'à une fuite vers cette Égypte dans laquelle Bourguiba ne verra pas longtemps un recours.

La dernière étape, en compagnie de Mendès France, vers la fin du protectorat, est mieux connue et ne pouvait guère réserver de surprises. Elle n'en est pas moins présentée, comme le reste de la carrière hors pair de Bourguiba, avec un maximum de vie et de clarté qui sont les qualités majeures de ce premier volume.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

* Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, *Bourguiba*, tome I, *À la conquête d'un destin (1901-1957)*, Jeune Afrique livres, coll. « Destins », 190 pages, 60 F.

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Demain l'Europe !
Rejoignez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.
Séances "loisiques" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, à autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS VITE!
Sue HUNTER
N°VERT 05.19.66.00
APPEL GRATUIT

Centre de Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

GRÈCE: déclaration

Enquête sur l'attentat paraît

Sur les lieux de l'attentat, les enquêteurs ont découvert des traces de poudre et des résidus de balles.

Les enquêteurs ont également découvert des traces de poudre et des résidus de balles.

Le parti au pou

Le parti au pouvoir a obtenu une majorité absolue.

Le parti au pouvoir a obtenu une majorité absolue.

Prudence embarrassée à Washington

Washington a exprimé une certaine prudence.

Washington a exprimé une certaine prudence.

rines » au Liban

Texte vertical sur le côté gauche de la page, probablement une continuation d'un article précédent.

GRÈCE : déclarations contradictoires et rivalités

L'enquête sur l'attentat contre le « City-of-Poros » paraît bien brumeuse

Déclarations contradictoires, rumeurs d'arrestations, démentis... L'enquête de la police grecque sur l'attentat contre le bateau de croisière City-of-Poros...

né, pour évoquer cette affaire. Vendredi soir, un porte-parole du ministère de la marine marchande a, semble-t-il, nuancé l'information...

Opération suicide. Sur les neuf corps retrouvés après l'attaque, cinq n'ont toujours pas été identifiés avec certitude...

URSS

Les autorités reconnaissent que la situation reste « tendue » à Erevan

Moscou manifeste des signes évidents d'impatience face à l'entêtement de la situation en Transcaucasie, et la direction du parti communiste pour Erevan, la capitale arménienne...

Reconnaissant qu'une situation « tendue » continue à régner à Erevan et que la grève s'y poursuit, la télévision a cité un responsable du parquet de l'URSS...

Selon des militants arméniens, 36 personnes avaient été arrêtées en début de semaine, dans la rue ou à leur domicile, au lendemain d'une réunion à Erevan de responsables du comité central du PCUS...

A Novotcherkask

Des heurts entre l'armée et des grévistes avaient fait 80 morts en 1962

Un journal régional soviétique vient d'évoquer pour la première fois officiellement les graves incidents qui s'étaient produits en 1962 à Novotcherkask...

Des témoins racontent que la foule en colère a alors pris le contrôle de l'usine. Les efforts de la direction pour ramener le calme ont été accueillis par une volée de pierres et de bouteilles...

Nouvelle réintégration à titre posthume

Le secrétariat de l'Union des écrivains soviétiques a annulé une décision prise en 1972 d'exclure de ses rangs le poète et chansonnier soviétique Alexandre Galitch...

Amériques

MEXIQUE : après une élection difficile

Le parti au pouvoir tenté par une « perestroïka »

MEXICO de notre correspondant en Amérique centrale. C'est un nouveau pays! Plus rien ne sera comme avant! Le Mexique a changé...

Encore secoué par les moments pénibles qu'il vient de vivre après avoir cru pendant des mois à une victoire facile (il n'a obtenu que 50,36 % des suffrages exprimés)...

Engouement démocratique. La président de la République en exercice, M. Miguel de la Madrid, a lui-même lancé le débat d'une « nouvelle étape »...

Les quelque deux mille cadres du PRI lui ont réservé, le jeudi 14 juillet, un accueil enthousiaste, à la mesure, sans doute, de la peur bleue que lui a fait vivre l'opposition...

immobilisme au sein du PRI et de ses nombreuses organisations. Les dirigeants de la Jeunesse progressiste du parti, MM. Ramiro de La Rosa et Alejandro Rosas...

Prudence embarrassée à Washington

WASHINGTON de notre correspondant. Après huit jours d'un silence à peu près absolu, un porte-parole du département d'Etat a, le jeudi 14 juillet, pris note de la publication des résultats des élections présidentielles au Mexique...

Formellement, l'attitude de l'administration peut être considérée comme « normale » : aucune réaction tant que les résultats officiels n'étaient pas proclamés...

ETATS-UNIS : M. William McCarthy nouveau président des « teamsters ». M. William McCarthy, responsable du syndicat des camionneurs (teamsters) pour la Nouvelle-Angleterre...

GUATEMALA : limogeage du ministre de l'intérieur. Le président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, a limogé le vendredi 15 juillet le ministre de l'intérieur, M. Juan José Rodil...

TCHAD : ralliement de l'UPT. L'Union populaire tchadienne (UPT) a décidé de rejoindre le Tchad et de se mettre à la disposition du gouvernement de M. Hissène Habré...

YUGOSLAVIE : des promesses pour les grévistes d'Agrokormer. Les quelque 1 500 grévistes du complexe agro-industriel Agrokormer de Velika-Kladusa en Bosnie-Herzégovine...

EN BREF

RFA : M. Ganschler sera à Moscou début août. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères...

ISABELLE VICHNIAC.

REVEILLEZ VOTRE ANGLE EN 15 JOURS. Annonce publicitaire.

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le nouveau délégué du gouvernement s'engage à assurer « la plus stricte impartialité de l'Etat » sur le territoire

Dans l'attente de la prise de position de la convention du FLNKS révisée à huis clos le samedi 16 juillet à Thio, l'hôtel Matignon était enclenqué à minimiser la portée des réserves exprimées jeudi par le parti de M. Jean-Marie Tjibbou, l'Union calédonienne, sur le plan de M. Michel Rocard pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Il n'est certes pas à l'hôtel Matignon, on n'exclut pas la possibilité de certains ajustements au cours des nouvelles discussions déjà prévues, cet été, pour la mise au point du projet de statut transitoire qui sera ensuite soumis à l'avis de tous les Français par référendum national. Le contenu de l'annexe numéro 2 de l'accord ne

constituait, en effet, en principe, qu'un ensemble de « propositions » faites par le gouvernement et que MM. Lafleur et Tjibbou s'étaient simplement engagés à défendre devant leurs mandants respectifs. MM. Rocard et Tjibbou ont eu un entretien téléphonique, jeudi, au cours des débats du comité directeur de l'UC.

Jean-Marie Tjibbou, l'audace tranquille

Jean-Marie Tjibbou parviendrait-il à convaincre les militants du FLNKS d'adhérer, malgré leurs réticences, à son propre parti ? Le pari rocardien de la paix par consentement mutuel, par arrangement à l'amiable avec les ennemis jurés du RPR...

Le président du FLNKS, qui incarne depuis une dizaine d'années le mouvement nationaliste canaque, aura tenu la parole qu'il avait donnée au premier ministre. Jusqu'au bout, il aura défendu l'accord conclu le 25 juin à l'hôtel Matignon. Et il aura mis ses militants devant leurs responsabilités : accepter ce processus vers un nouveau scrutin d'autodétermination ou se situer dans une perspective de guerre civile. La partie s'annonce difficile mentuellement désemparée. Car, si les actes politiques de ce Canaque tranquille, dont le physique trapu accentue la placidité naturelle, ne font pas toujours l'unanimité parmi les siens, Jean-Marie Tjibbou possède un don qui transcende souvent toutes les difficultés, celui de se faire aimer par ceux qui l'apprécient. Aimer et respecter.

d'une voix douce, lentement, en pesant chaque mot, et qui expliquait à ses jeunes fils, menacés d'enlèvement par des miliciens d'extrême droite, au moment de la prise d'otages d'Ouvéa : « Si l'on me demandait de choisir entre vous et nos frères d'Ouvéa, je devrais choisir ceux d'Ouvéa... »

Aîné d'une famille de huit enfants, Jean-Marie Tjibbou a cinquante-deux ans. Après des études au séminaire de Patia, il a été ordonné prêtre en 1965, et l'exercice de ce ministère lui a « ouvert les yeux, dit-il, sur les difficultés des gens, sur la misère et l'alcoolisme ». Venu en métropole, il a suivi des cours à l'Institut socio-économique de Lyon puis à la Sorbonne, en section d'ethnologie et à l'Ecole pratique des hautes études.

Le moindre paradoxe de la situation calédonienne n'est pas, en effet, que le chef du mouvement indépendantiste et le premier ministre se retrouvent dans la même position difficile qui était celle, en 1955, en pleine explosion de la guerre d'Algérie, d'un Pierre Mendès France adjoignant ses compatriotes à l'Assemblée nationale de tout sacrifier à la recherche de la paix : « Ou bien c'est la politique d'intensif, ou bien c'est la politique de répression et de force, avec toutes ses horribles conséquences... »

ALAIN ROLLAT.

Un pacifiste convaincu

Comment ne pas épuiser de l'attente pour ce pacifiste convaincu, qui, le soir même de l'assassinat de deux de ses frères, dans l'embuscade de Hienghène, en décembre 1984, lançait un appel à la non-violence, alors que certains de ses amis se préparaient à des représailles ? Pour cet homme peu disert, qui s'exprime

De plus Ovéa, Jean-Marie Tjibbou estime que le temps est venu de « changer de tactique ». Il sait que pour les Canaques le choix de la guerre serait suicidaire. S'il milite pour l'indépendance, c'est au nom de l'émancipation de la communauté mélanésienne, non pour la conduite au massacre. C'est cela qui le distingue, fondamentalement, de ceux des militants du FLNKS qui ont une approche plus guerrière et moins humaniste. Elloi Machoro y a perdu la vie.

EN BREF

● VAL-DE-MARNE : M. Zemor (PS) sanctionné. — M. Pierre Zemor (PS), battu par M. Georges Marchais aux élections législatives dans la onzième circonscription du Val-de-Marne (le Monde du 22 juin), vient de voir retirer ses délégations de maire adjoint de Cachan par le maire socialiste de la commune, M. Jacques Carat. Deuxième adjoint, il était délégué à l'urbanisme, et plus spécialement à la rénovation du centre-ville. La décision de M. Carat rappelle un tract que M. Zemor avait fait distribuer dans la circonscription au lendemain du premier tour. Le candidat socialiste ne se contentait pas d'y dénoncer ce qu'il appelait « de graves irrégularités commises au bénéfice du candidat communiste », mais il réglait aussi quelques comptes avec « l'appareil local du PS », qui, « en l'absence de directives claires de Jacques Carat, a fait preuve, écrit-il, d'une démission rapide et désorganisée comme une invitation à voter Marchais dès le premier tour ».

● M. Devedjian (RPR) : « Une sévère reprise en main de la justice ». — Dans un communiqué consécutif aux récentes nominations de hauts magistrats à Paris, M. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine et aussi avocat au barreau de Paris, estime qu'il s'agit là d'une « sévère reprise en main de la justice » par le gouvernement socialiste, « qui vient de changer les titulaires des cinq plus

hauts postes de la hiérarchie judiciaire ». Il ajoute que l'on « n'aurait sans doute pas manqué de remarquer en cause l'EPR si le gouvernement de Jacques Chirac avait agi de même ».

● Dans les Bouches-du-Rhône, la fédération socialiste tance M. Tapie. « Le « parler vrai » n'est pas le « parler trop vite » ou le « dire n'importe quoi » », M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a ainsi répondu à l'entretien accordé par M. Bernard Tapie dans l'« Evènement du jeudi » du 7 juillet. Dans une lettre rendue publique le mardi 12 juillet, M. Vidal a rappelé au candidat de la majorité présidentielle dans la 8^e circonscription que « la vie publique ne peut être gérée par coups médiatiques » et que « la démocratie, son respect, obéissent à des règles auxquelles le Parti socialiste n'est pas prêt de renoncer ».

Répondant auparavant à M. Tapie, qui avait affirmé que M. Michel Pezet ne pourra être élu maire de Marseille sans son aide, M. Vidal a rétorqué que sa liste « aura besoin du soutien sincère et désintéressé de tous les électeurs qui aiment notre ville ».

● Mais l'on ne comprend bien Jean-Marie Tjibbou que lorsqu'il parle de son pays natal, des arcanes mystérieuses de ce monde mélanésien où les fêtes et les choses ne font qu'un, de cette terre canaque faite de sang des morts, d'où les humains sortent des arbres, des rochers, des tortues, du tonnerre...

« Le problème : la nouvelle génération »

Pourtant, en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, l'humanisme d'un Jean-Marie Tjibbou trouve ses limites. Les militants canaques de la nouvelle génération hésitent de moins en moins à prendre leurs distances avec leur chef de file, malgré le respect qu'il leur inspire. La réaction d'un Léopold Jorédié était, en cela, révélatrice d'une évolution des mentalités. Le professeur Jean Guinard, dont les travaux scientifiques font autorité, écrit notamment, dans un texte sur « Les chances de l'accord de Matignon » : « Le problème essentiel du FLNKS est un problème de générations. Les jeunes gens et jeunes filles entre quinze et trente ans tendent de plus en plus à s'organiser hors du cadre des partis où sont leurs parents. (...) Jean-Marie Tjibbou passera probablement sans difficultés majeures le cap d'une convention du FLNKS mais cela ne signifiera pas grand-chose. Tant que cette jeune généra-

A la Réunion

Le PCR en désaccord avec le gouvernement sur l'application du revenu minimum

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

La lune de miel entre le gouvernement et le Parti communiste réunionnais donne déjà des signes d'essoufflement, malgré l'amitié — « vieille de vingt ans » — qui lie le premier ministre, M. Michel Rocard, au secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès. Le litige est né à propos des modalités d'application du revenu minimum d'insertion. Selon des indications ministérielles, le montant de ce revenu, outre-mer, serait inférieur au taux applicable en métropole. L'écart serait du même ordre que celui séparant le SMIC réunionnais de celui de l'Hexagone, soit 22 %. C'est, en tout cas, la position qu'avait soutenue le secrétaire de la fédération socialiste

locale, lors de la campagne des législatives. « Témoignages », le quotidien du PCR, a vigoureusement réagi, le vendredi 15 juillet, contestant cette discrimination comme « inacceptable » et allant à l'encontre de la notion même d'égalité défendue par le président de la République lors de son voyage à la Réunion, en février dernier. En tout cas, elle ne répond pas au souhait de M. Vergès de voir le montant des prestations familiales servies à la Réunion complètement aligné sur celui en vigueur dans la métropole à la date symbolique du 14 juillet 1959.

La mise en garde intervient après que le PCR ait préconisé en vain un rattrapage pour le SMIC réunionnais, inférieur de 4 % au SMIC des départements des Antilles.

ALIX DJOUK.

PROPOS ET DÉBATS

M. Méhaigrier

Une double exigence

M. Pierre Méhaigrier, président du groupe de l'Union du centre de l'Assemblée nationale, a estimé, le vendredi 15 juillet, que M. François Mitterrand, dans ses déclarations de la veille, avait « voulu rassurer un PS inquiet, divisé, empêché d'être dans des attentes les Français ne sont pas là. Les Français veulent savoir aujourd'hui comment le gouvernement compte favoriser la création d'emplois, le pouvoir d'achat des familles et le développement économique », a déclaré M. Méhaigrier. « Il ne suffit pas de s'autoproclamer force de progrès, comme il faut agir dans ce sens. De son côté, l'Union du centre continuera à faire des propositions pour que les projets présentés au Parlement concilient la double exigence de progrès économique et de justice sociale. Ainsi l'UDC soutient pour que l'impôt sur la fortune ne décourage pas l'investissement et la création d'emplois. En effet, la première inégalité à vaincre dans la société française aujourd'hui reste le chômage », a ajouté le président du CDS. « On verra alors si M. Mitterrand a décidé de privilégier l'alliance tactique avec le PC ou s'il a choisi, dans l'intérêt du pays, le dialogue constructif avec l'opposition. »

M. Nungesser

Humanisme

A l'occasion de la présentation des candidats aux élections cantonales de sa circonscription, M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, a déclaré, le vendredi 15 juillet, qu'il souhaitait voir le RPR définir « une doctrine du combat pour l'homme qui soit une application de l'humanisme à la société post industrielle ». C'est cette absence de doctrine qui est à l'origine, selon lui, de la défaite de M. Chirac à l'élection présidentielle. — (Corresp.)

M. Péronnet

La main tendue

M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du Parti radical, a estimé, le vendredi 15 juillet, que « ceux qui veulent le progrès » ne peuvent « attendre longtemps à refuser la main qui tend vers eux sans se condamner eux-mêmes à être conservateurs, quelle que soit l'étiquette qu'ils se donnent ». « Désormais, leur choix est clair », a poursuivi l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui réagissait à l'interview télévisée de M. François Mitterrand, la veille, sur TF 1. « Le président de la République a clarifié une situation qui avait grand besoin de l'être. »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

A U moment où certains voient dans les débats de ce septennat un retour à la IV^e République, tandis qu'une exposition célèbre, au Centre Georges-Pompidou, les années 50, voit que l'on nous raconte la genèse de la V^e République. Jean-Marie Denquin commence son récit en situant « l'unité morale » de l'époque. 1958, ce n'est pas si loin et pourtant ! La jeunesse, alors nombreuse, n'était pas ce groupe à part dans la société qu'elle est devenue, elle n'était pas davantage une cible commerciale. Les prêtres portaient tous la soutane et la femme mariée ne pouvait ni travailler ni ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son époux. La France n'avait pas encore atteint le degré de prospérité que lui apportèrent, dans les années 80, les retombées des « trente glorieuses », mais les Français n'en souffraient pas car ils n'avaient pas connu les fantasmes et les valeurs de la société de consommation que la crise devait ensuite ramener brutalement en cause. 1958, c'était aussi, avant l'inflation de la communication.

La République nous rappelle

qui lui permettait de faire valser les gouvernements. En onze ans, sept mois et huit jours de durée, la IV^e a connu trois cent soixante-cinq jours de crise gouvernementale, près d'un jour sur dix.

L'auteur rappelle les raisons de cette instabilité chronique parmi lesquelles figure le multipartisme : à l'époque, la notion de majorité parlementaire, telle qu'elle s'est instaurée sous la V^e République, n'avait pas de signification institutionnelle. Jean-Marie Denquin revient sur « le séisme politique et moral » que fut la guerre d'Algérie, avec le trouble soulevé d'écartier de toutes les explications qui, en intégrant la connaissance du dénuement, prennent une rationalité anachronique par rapport à l'univers mental de la période. « En réalité, écrit-il, il existait en France une véritable culture coloniale, largement répandue, paisible et sans complexe. Elle était un sous-produit du nationalisme français et bénéficiait comme lui d'une légitimité d'évidence. »

L'auteur fait le récit de la crise de 1958 et décrit les conditions

dans lesquelles le général de Gaulle revint au pouvoir avec une nouvelle Constitution. Cette-ci est analysée sous plusieurs aspects : son contenu, son évolution avec la réforme de 1962 et sa pratique, cette dernière approche n'étant pas la moins importante. « Il est vrai, comme le dit l'auteur dans sa conclusion, que le général de Gaulle a fait mieux que de l'idéal, il a fait du réel. Il a créé des institutions qui fonctionnent. Elles ne résolvant pas les problèmes insolubles de la société, mais elles ne constituent pas pour celle-ci un problème de plus. Elles n'ajoutent pas ses drames de l'histoire. Aussi sont-elles, peu à peu, devenues naturelles... »

Si l'on s'intéresse à l'idée de la République depuis qu'elle est apparue en France jusqu'à nos jours, on se reportera aux études présentées au cours d'un colloque organisé par le Centre d'études politiques de l'Université de Nice et l'Institut Charles-de-Gaulle, qui viennent d'être rassemblées en un volumineux ouvrage, sous le titre : « Des Républiques françaises. Des historiens, des juristes, des politologues, se sont penchés sur l'idée républicaine, considérée comme un phénomène culturel. Ils analysent les conditions de sa naissance, de son enracinement, de ses morts successives. Une bonne partie de ce travail est consacrée aux rapports du général de Gaulle et de la République, ce qui nous renvoie à l'ouvrage précédent. Douglas Johnson évoque, en particulier, « les conditions politiques de la transition entre la IV^e et la V^e République », ce qui lui permet de rappeler l'état de l'opinion, à l'époque, les voies et moyens de la pression algérienne, le rôle de l'armée et l'évolution des structures économiques et sociales qui appelaient, sans doute, d'autres formes de gouvernement de la société.

« 1958, la genèse de la V^e République », par Jean-Marie Denquin, PUF, 429 p., 155 F.

« Des Républiques françaises », études coordonnées par Paul Isoart et Christian Bidagary, Economica, 742 p., 250 F.

AVIGNON 88

Laurent Malet, méconnaissable oiseau noir

U naturel, on peut envier son joli visage de blond romantique, éternellement adolescent. Lui, cette image lui pèse, et il la combat. Dans la Solitude des champs de coton...

Le rôle est écrit pour un Noir, c'est vrai, mais il y avait un vrai problème de temps. On ne trouve pas comme ça des acteurs de la dimension d'Isaach de Bankolé.

qu'elle ne vient pas de l'extérieur, comme entre un Noir et un Blanc.

Isaach a une présence magnifique, il est splendide. Patrice est plus désespéré, plus désespérant. Et puis, quand il a un problème d'acteur, il se casse.

Jouer avec Patrice me ravit, c'est vrai. Continuer à jouer cette pièce me comble. On n'était pas arrivé au bout et on va peut-être continuer, à Los Angeles, Moscou...

Si j'ai fait vingt-cinq films, ce n'est quand même pas par hasard. J'aimerais qu'on me voie autrement. Le théâtre m'aide. C'est un biais généreux et nécessaire pour ceux qui font du cinéma.

COLETTE GODARD.



« Tir et Lir », de Marie Redonnet

Les chants de la peur

Alain Françon met en scène la première pièce de Marie Redonnet, autour d'Isabelle Sadoyan et Jean Bouise. Un vieux couple de gens simples...

nous invite chez un couple de gens simples, séparé de ses enfants, qui n'a déjà plus tout à fait cette énergie, cette force-là.

Pour cette première pièce, l'auteur a imaginé deux personnages piégés, par leur vie propre d'abord mais aussi par les mots.

Toute la terreur du monde

Mub lit les lettres des enfants, puis juste après les réponses à ces lettres ; tantôt il commence par Lir, tantôt par Tir, et les lettres s'enchaînent, une quarantaine en tout, très semblables mais toujours différentes.

Tous, nous sommes allés dans des maisons obscures, éloignées de tout, visiter de vieilles personnes fatiguées de la vie mais pas assez fâchées avec elle pour avoir envie de la quitter.

l'auditeur que chez le comédien, avec la dextérité paradoxale inépuisable et bienfaitrice de l'acteur.

Rien d'anecdotique ni d'accroché, et rien non plus qui doive être misérable ou pathétique. Dire toute la terreur du monde et nous laisser le droit d'en rire...

Alain Françon et ses deux comédiens, Jean Bouise et Isabelle Sadoyan, ont réussi à mener de front l'appropriation du texte et son interprétation. Oubliant d'abord la lecture psychanalytique...

OLIVIER SCHMITT. Jusqu'au 20 juillet, clôture de la Collégiale de Villeneuve, à 22 heures.

« Jean Cocteau et la danse », à la chartreuse

La grâce des années 20

Les ballets de Cocteau sur papier et en maquettes à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon : des objets d'époque exposés en marge du Festival.

Entre 1917 et 1924, Jean Cocteau renouvelle en scène l'imagerie d'Épinal. De Parade au Boj sur le toit, des Mariés de la tour Eiffel au Train bleu...

Plus tard, saisi de cultures et de mythologies, il conçoit moins légèrement la poésie et voudra traiter sans sourciller du destin tragique de l'homme.

Olga Grinda, qui a réalisé cette exposition avec l'aide de la région Languedoc-Roussillon, a réuni quelques belles pièces représentatives de ces années, dont deux affiches des Ballets russes prêtées par le Severin Wanderman Museum de Los Angeles...

l'œuvre et décor), empruntés au Musée international de la danse de Stockholm.

Les documents sur le Train bleu sont particulièrement délicats. Jean Cocteau, qui avait choisi Coco Chanel pour costumière, souhaitait que « musique, poses et costumes se démodent en quinze jours ».

En tournant cet automne dans plusieurs villes françaises, l'exposition va s'enrichir de pièces nouvellement découvertes par Olga Grinda. Mais le « clou » affectif en restera le brouillon de livret et dessins inédits du Fil de l'air...

Jusqu'au 21 août à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon ; puis en tournée à Lyon, Montpellier, Cannes et Paris.

BERNADETTE BOST.

NICOLE ZAND.

« Lettre internationale », numéro 17. Éd. 1988. 84 p., 42 F.

OFF

Les paradoxes du Nada Théâtre

Ils ont bourlingué en Europe, au Proche-Orient, en Amérique... avec Grandir leur tout premier spectacle. Le Nada Théâtre est une jeune compagnie parisiennaise créée en 1986 par deux comédiens qui n'en étaient pas vraiment à leurs premières armes.

Deux ans plus tard, ils ne reçoivent toujours pas un centime de subventions, mais viennent avec deux nouveaux spectacles, dont L'empereur parique d'après Arrabal, vu cet hiver à Paris avec Guilhem Pellegrin.

Ici, rien n'est gratuit

Jean-Louis Barrant a cette fois encore soutenu l'aventure en prêtant son atelier de décors à la Cartoucherie de Vincennes... « Un luxe, deux mois de répétition ».

Jean-Louis Heckel n'est pas un fan de la loterie du « Off », mais, joueur ou pas, il lui faut miser, comme tous les autres, « sachant qu'en un seul mois on rencontre des acheteurs potentiels et un public populaire, chaleureux... ».

ODILE QUIROT

Abraham et Samuel au Théâtre du Chien qui fume, 15 h 15.

AIX-EN-PROVENCE

« La Clémence de Titus »

Une sobre magnificence

(Suite de la première page.) Autour de ce couple tragique, la Servilia Elzbieta Sznytko, l'Annus d'Anne Mason, ont les voix rayonnantes et saines des amoureux sans problèmes.

La voix, malgré quelques passages un peu bas, est toujours chaleureuse, d'un style et d'une virtuosité superbe. Et le Publius

de Giorgio Surian, « chef de cabinet » dévoué et sourcilieux, d'une grande distinction, se montre digne de son maître.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 18, 23 et 30 juillet (à 21 h 15) en coproduction avec le Théâtre d'Orléans, sous le patronage d'Air France.

BIBLIOGRAPHIE

Le théâtre en Europe dans « Lettre internationale »

La parole seule peut-elle renouveler le théâtre ? Dans son numéro de l'été 1988, Lettre internationale, la revue d'Antonin Liehm donne en tout cas « la parole au théâtre » : un dossier dans lequel des critiques, un Suédois, Leif Zern, et un Anglais, Colin Chambers, directeur littéraire de la Royal Shakespeare Company, se demandent chacun pourquoi l'auteur n'a « aucun pouvoir réel au sein de la compagnie qui, en règle générale, est entièrement contrôlée par le metteur en scène ».

Thème que reprend un acteur tchèque, Jiri Rabas, qui s'interroge sur la place de l'acteur : tandis qu'un compte rendu « apocryphe » reprend le débat à sa façon dans une « discussion » qui se serait tenue à Moscou en 1935, avec Nemirovitch-Danchencko, Stanislavski, Tretyakov, Meyerhold, en l'honneur d'un célèbre acteur chinois qui n'aura pas le droit de parole !

Dans cette Lettre internationale toujours aussi copieuse et volontairement disparate, on trouve encore un beau texte de Juan Goytisolo, Barcelonnais « A la recherche de Gaudí » en... Cappadoce, une longue étude sur « L'irrationalnel, hier et aujourd'hui » par Umberto Eco, une série de réflexions sur Berlin, lieu mythique pour des étrangers qui ne sont pas des touristes, tels que le Hongrois Peter Esterhazy, le Berlinois de l'Est Lutz Rathenow, l'ex-Allemand de l'Est Hans Joachim Schädlich.

PAUL DELVAUX. Œuvres sur papier. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud, 75006 Paris, 43-54-22-40

Le Monde ÉCONOMIE. DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le développement du groupe... la difficile reprise en main de la Vie française et de la Tribune

Spectacles

théâtre

Samedi 16 - Dimanche 17 juillet

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE CARREFOUR DES TROIS BROUILLARDS... LES APPARENCES SONT TROMPEUSES... TROP C'EST TROP...

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84)... CAFE D'EDGAR... CAFE DE LA GARE... CAVE DU CLOÏTRE... EDGAR III...

Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE)... BEUREY (43-57-51-53)... BOUFFES PARISIENS... CAVE DE LA GARE... CAVEAU DE LA REPUBLIQUE...

COMEDIE DE PARIS... COMEDIE ITALIENNE... COMEDIE-FRANCAISE... ECLISE DES BELLETTES... ECLISE SAINT-EUSTACHE... EDGAR... ESPACE ACTEUR... ESPACE MARAIS... FONTAINE... GUCHET MONTPARNASSE... HOTEL DE LA MONNAIE... HUCHETTE... JARDIN SHAKESPEARE... LA BASTILLE... LA BRUYERE... LE GRAND EDGAR... LE PROLOGUE... LUCERNAIRE FORUM... MARIE STUART... MATHURINS... MICHREL... MICHODIERE... MONTPARNASSE (PETIT)... MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE... NOUVEAUTES... ODEON (PETIT)... OEUVRE... PALAIS ROYAL... POCHE MONTPARNASSE... POTINIERE... ROSEAU-THEATRE... SAINT-GEORGES... THEATRE DE DIX HEURES... THEATRE DE LA MAIN D'OR... TINTAMARRE... TOUROT... TRISTAN-BERNARD... VARIETES...

Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE)... BEUREY (43-57-51-53)... BOUFFES PARISIENS... CAVE DE LA GARE... CAVEAU DE LA REPUBLIQUE... COMEDIE DE PARIS... COMEDIE ITALIENNE... COMEDIE-FRANCAISE... ECLISE DES BELLETTES... ECLISE SAINT-EUSTACHE... EDGAR... ESPACE ACTEUR... ESPACE MARAIS... FONTAINE... GUCHET MONTPARNASSE... HOTEL DE LA MONNAIE... HUCHETTE... JARDIN SHAKESPEARE... LA BASTILLE... LA BRUYERE... LE GRAND EDGAR... LE PROLOGUE... LUCERNAIRE FORUM... MARIE STUART... MATHURINS... MICHREL... MICHODIERE... MONTPARNASSE (PETIT)... MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE... NOUVEAUTES... ODEON (PETIT)... OEUVRE... PALAIS ROYAL... POCHE MONTPARNASSE... POTINIERE... ROSEAU-THEATRE... SAINT-GEORGES... THEATRE DE DIX HEURES... THEATRE DE LA MAIN D'OR... TINTAMARRE... TOUROT... TRISTAN-BERNARD... VARIETES...

Les autres salles

COMEDIE DE PARIS... COMEDIE ITALIENNE... COMEDIE-FRANCAISE... ECLISE DES BELLETTES... ECLISE SAINT-EUSTACHE... EDGAR... ESPACE ACTEUR... ESPACE MARAIS... FONTAINE... GUCHET MONTPARNASSE... HOTEL DE LA MONNAIE... HUCHETTE... JARDIN SHAKESPEARE... LA BASTILLE... LA BRUYERE... LE GRAND EDGAR... LE PROLOGUE... LUCERNAIRE FORUM... MARIE STUART... MATHURINS... MICHREL... MICHODIERE... MONTPARNASSE (PETIT)... MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE... NOUVEAUTES... ODEON (PETIT)... OEUVRE... PALAIS ROYAL... POCHE MONTPARNASSE... POTINIERE... ROSEAU-THEATRE... SAINT-GEORGES... THEATRE DE DIX HEURES... THEATRE DE LA MAIN D'OR... TINTAMARRE... TOUROT... TRISTAN-BERNARD... VARIETES...

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX... L'ATTAQUE DES MORTS-VIVANTS... LA LEGENDE DU LAGON... L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ETRE... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIAISON FATALE... LONGUE VIE A LA SIGNORA... MANIAC COP... MATADOR... MERE TERESA... MILAGRO... MON PERE C'EST MOI... NUIT DE FOLIE... POLICE ACADEMY 5... POUVOIR... POUVOIR... POUVOIR...

LES FILMS NOUVEAUX

L'ATTAQUE DES MORTS-VIVANTS... LA LEGENDE DU LAGON... L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ETRE... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIAISON FATALE... LONGUE VIE A LA SIGNORA... MANIAC COP... MATADOR... MERE TERESA... MILAGRO... MON PERE C'EST MOI... NUIT DE FOLIE... POLICE ACADEMY 5... POUVOIR... POUVOIR... POUVOIR...

LES FILMS NOUVEAUX

L'ATTAQUE DES MORTS-VIVANTS... LA LEGENDE DU LAGON... L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ETRE... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIAISON FATALE... LONGUE VIE A LA SIGNORA... MANIAC COP... MATADOR... MERE TERESA... MILAGRO... MON PERE C'EST MOI... NUIT DE FOLIE... POLICE ACADEMY 5... POUVOIR... POUVOIR... POUVOIR...

LES FILMS NOUVEAUX

L'ATTAQUE DES MORTS-VIVANTS... LA LEGENDE DU LAGON... L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ETRE... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIAISON FATALE... LONGUE VIE A LA SIGNORA... MANIAC COP... MATADOR... MERE TERESA... MILAGRO... MON PERE C'EST MOI... NUIT DE FOLIE... POLICE ACADEMY 5... POUVOIR... POUVOIR... POUVOIR...

LES FILMS NOUVEAUX

L'ATTAQUE DES MORTS-VIVANTS... LA LEGENDE DU LAGON... L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ETRE... JULIEN EN SEPTEMBRE... LIAISON FATALE... LONGUE VIE A LA SIGNORA... MANIAC COP... MATADOR... MERE TERESA... MILAGRO... MON PERE C'EST MOI... NUIT DE FOLIE... POLICE ACADEMY 5... POUVOIR... POUVOIR... POUVOIR...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

Cafés-théâtres

AU BEC FIN... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE... AU CAF'ONGE...

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde. PARTENAIRES VACANCES. VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ... LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09. DURÉE, FRANCE, ÉTRANGER* (voies normales). * TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72.

CYCLISME Le tour de France peloton a trouvé son maître

Le peloton a trouvé son maître... Le tour de France... Les favoris... Les favoris... Les favoris...

Les policiers

Les policiers... Les policiers... Les policiers... Les policiers... Les policiers...

Les mineurs de Gardanne ont cessé le travail en avril Une grève désespérée et oubliée

GARDANNE de notre envoyée spéciale

Jeu 14 juillet, 23 heures, le feu d'artifice « ouvrier » de la mine de Gardanne (Bouches-du-Rhône) s'achève... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

de carreau de la mine sous étroite de 1 000 F par jour... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

Tous les jours, à 7 h 30, lorsque les équipes de sécurité descendent dans la mine pour leur tour d'inspection... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

20 000 F de pertes

En haut, sur le carreau, les mineurs se sont peu à peu installés... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

« on s'arrange ». La plupart des ouvriers sont payés par les Houillères... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

La direction locale, elle, leur répète que les Charbonnages de France sont une entreprise publique... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

Solitaires

Le lendemain de cette réunion, le 7 avril, la CGT des Houillères de Provence... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

Loi d'amnistie

La CFDT de Renault-Billancourt critique sévèrement la CGT

Rendue théoriquement possible par la loi d'amnistie, l'hypothèse de la réintégration des dix délégués CGT de Renault-Billancourt... La CFDT de Renault-Billancourt critique sévèrement la CGT...

Chez Nissan

Vive les vacances... à la chaîne

La civilisation des loisirs n'est pas encore pour aujourd'hui au Japon... Chez Nissan, vive les vacances... à la chaîne...

recueilli 1 016 signatures qui ont été portées à l'inspection du travail... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

Les « excommuniés »

Et puis il y a les violences : les coups de téléphone de menaces, les voitures harcelées de peinture... Les mineurs ont cessé le travail en avril... Une grève désespérée et oubliée...

Visiblement, la CGT est allée un peu vite en besogne...

Et puis, ajoutent les non-grévistes, on ne va tout de même pas mettre en péril la mine pour « cinquante gars qui font les charbonniers sur le carreau »... Visiblement, la CGT est allée un peu vite en besogne...

La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence

La hausse des taux d'intérêt aura volé la vedette aux résultats de commerce extérieur américain... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

Ceux qui comptaient discrètement sur un temporaire aggravation du déficit pour calmer l'envol du dollar en sont pour leurs frais... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

A vrai dire, les grands volets du commerce extérieur de mai n'apportaient aucun élément d'excitation pour les acheteurs du jeu monétaire... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

Les optimistes feront valoir l'amenagement constant des déficits depuis le début de l'année... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

thent en revanche argument des indices publiés ces derniers jours pour lancer une mise en garde... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

La hausse du pouvoir d'achat des Américains, de 2,8 % au deuxième trimestre, est moins forte qu'au début de l'année... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

Cette crainte encore tenue a été renforcée par l'annonce, vendredi, d'une progression de 0,4 % des prix de gros en juin... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

Les Etats-Unis vivent une période de transition trop incertaine pour pouvoir prédire l'évolution de la conjoncture... La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence...

La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, ces mêmes Japonais changent leur fusil d'épaule et se fixent pour objectif un cours de 140 yens pour le dollar... La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis...

Un tel phénomène ne fait pas l'affaire des partenaires des Etats-Unis dans la mesure où, finalement, ils s'étaient assez bien accommodés de la baisse du dollar... La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis...

FRANÇOIS RENARD.

draît bien en faire autant, alors que, pratiquement, toutes les banques centrales, à l'exception de celle du Japon, interviennent plus ou moins massivement pour s'efforcer de stopper la hausse du billet vert... La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis...

Une telle politique, néanmoins, accélère la remontée du billet vert, dans la mesure où les placements en dollars, toujours dans l'immédiat, deviennent plus rémunérateurs que ceux effectués en yens ou en marks... La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis...

FRANÇOIS RENARD.

REPÈRES

Affaires

Recul de 18 % des bénéfices d'IBM au deuxième trimestre

Le groupe américain d'informatique IBM a annoncé, le 15 juillet, une baisse de 18 % de son bénéfice net au deuxième trimestre... Recul de 18 % des bénéfices d'IBM au deuxième trimestre...

Prix des matières premières importées

Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté - en francs - de 8,7 % en juin par rapport à mai et de 30,6 % en un an (juin 1988 comparé à juin 1987)... Prix des matières premières importées...

Jeanneau (bateaux de plaisance) a augmenté son chiffre d'affaires de 17 %

La société Jeanneau, premier constructeur européen de bateaux de plaisance, dont le siège est aux Herbiers, en Vendée, a augmenté son chiffre d'affaires de 17 % durant l'exercice 1987-1988... Jeanneau (bateaux de plaisance) a augmenté son chiffre d'affaires de 17 %...

EN BREF

● Nouvelles Frontières doit payer 7 millions de francs à Minerve... EN BREF

● Inquiétude des producteurs de porc... EN BREF

● Courtauld vend son secteur papier au sud-africain Sappi... EN BREF

● Inquiétude des producteurs de porc... EN BREF

Revue des valeurs

Semaine du 11 au 15 juillet

BOURSE DE PARIS

SALE temps. Au lieu d'effacer ou de couvrir les dernières traces laissées par le krach pour revenir à son niveau de la fin octobre 1987, la Bourse de Paris s'en est éloignée cette semaine à grande échelle. Et son timide redressement à la veille du week-end n'a pas changé grand-chose à l'affaire.

Refroidissement

D'abord, c'est important, la Bourse a perdu la soutien du mouvement d'OPA qui avait porté ces derniers temps, avec le déblocage des grandes manœuvres sur LVMH et sur Arjomart, bien que des rumeurs circulent au sujet de cette dernière entreprise faisant état d'une possible rachat par l'offre de Saint Louis. Est-ce un hasard ? La spéculation s'est aussi momentanément calmée sur Montedison, Navigation Mita, Club Méditerranée et Aurore-Roy.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Mes Dons ! que le déficit commercial est joli ! C'est presque ainsi que le marché de New-York a accueilli vendredi l'annonce du résultat des échanges extérieurs américains pour mai, toujours aussi mauvais que le précédent. Mais celui-ci n'a pas vraiment plu. Tout d'abord relatif, Wall Street a réagi au programme, que la crainte d'une hausse des taux d'intérêt avait interrompu. Tout ce qui était en jeu par ailleurs, la situation économique américaine n'apparaît pas mauvaise à la communauté financière avec le ralentissement du chômage et des prix de gros. Les seuls vrais points noirs sont constitués par la consommation des ménages, jugée trop forte, donc inflationniste, et la nouvelle vague de faillites dans le Middle West. Pour l'instant, les investisseurs, rassurés par un dollar renoué, voient ignorer ces éléments négatifs. D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a progressé de 1 % pour s'établir à 2 129,44 (+23,29 points).

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

LONDRES

La semaine a été relativement mauvaise pour le London Stock Exchange. Dans l'attente de la publication de toute une série d'indicateurs économiques, le marché a vu une grande partie du temps évoluer de façon très nerveuse. D'autant plus que la rumeur a circulé que l'office britannique d'investissement était prêt à restituer ses fonds de la Bourse par mesure de rétorsion au traitement infligé dans sa participation à BP.

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Bechtel, Boveri, etc.

FRANCFORT

Comme toutes les autres places, le marché allemand a été agité vendredi à la veille du week-end par l'annonce d'un déficit commercial américain moins sévère que prévu. Cependant, le redressement opéré n'a pas suffi, et de plus, à effacer les pertes engendrées en début de semaine. D'un vendredi à l'autre, les divers indices se sont repliés d'environ 1 %.

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like AEG, BASF, etc.

TOKYO

Le Kabuto Cho a fait jeu égal cette semaine, ou peu s'en faut. Après avoir repris à la fin la barre des 28 000 points à l'indice Nikkei, sur assurance, ensuite déçu, que les banques centrales s'étaient mises d'accord pour stabiliser les changes, le marché a ensuite dévalé la pente pour se retrouver à son point de départ. Les investisseurs avaient jugé prudent d'ajuster leurs positions avant la publication du résultat commercial américain.

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Alal, Bridgestone, etc.

maladresses du gouvernement, qui, selon certains professionnels, atténuent la crédibilité de l'ouverture, politique, très prudence sur le parquet ; la légère déception laissée par les chiffres de l'inflation en juin (+ 0,3 % au lieu de 0,2 % en mai) ; enfin, l'approche du niveau 369,6 de l'indice CAC (cote du 16 octobre 1987), à la veille du krach, qui constitue une sorte de forin résistant. En l'espace de six mois, le marché de Paris a remonté de 32 %. Si l'on se réfère aux comparaisons faites par Palais-Marmont Diffusion, les valeurs françaises, avec un coefficient de 11,1 (dit délai de recouvrement), se retrouvent avec les américaines et les britanniques, à une encadrement des japonais, qui sont les plus chères de toutes.

Plus, dans ces conditions, s'éloigner des pires résultats du marché cette semaine. De l'avis général, les chances de Paris de surmonter dans les prochains jours son dernier accès de faiblesse sont assez minces. La liquidation générale va en effet avoir lieu le vendredi 22 juillet et les investisseurs s'emploient à ajuster leurs positions. D'après les analyses de POPA lancée par le groupe britannique Thors sur HOLOPHANE et l'annonce de l'entrée de la Société Générale sur le MONOP (marché des options) le 18 juillet prochain.

Mais, en posant à une hausse bien plus forte que prévu les résultats des entreprises travaillant dans la zone dollar, la hausse vertigineuse du billet vert pourrait aider à franchir ce cap difficile et à s'engager dans une reprise d'été.

Mais il n'y a plus de saison et, dans l'immédiat, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Bourse, le temps est à la fraîcheur. Des très rares événements de cette semaine, l'on retiendra la réaffectation de POPA lancée par le groupe britannique Thors sur HOLOPHANE et l'annonce de l'entrée de la Société Générale sur le MONOP (marché des options) le 18 juillet prochain.

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

MATIF

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: Cours 8 juillet, Cours 15 juillet. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité Renseignements : 45-55-91-82 Poste 4138 - 4324

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Bégin-Sey, Bougain, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Anell d'entr., Bouygues, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Géophysique, Indifal, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Ball Equipment, Bannière, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Accor, L'Air liquide, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Géophysique, Indifal, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Agache (Fin.), BHV, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Anglo-American, Anglo, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Elf-Aquitaine, Elf, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alcatel, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alpi, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alpi, Alpi, Alpi, etc.

Table with 2 columns: 15-7-88, Diff. Lists various stocks like Alpi, Alpi, Alpi, etc.

Les déboires des sociétés de Bourse. Coûteuse informatisation des ordres d'achat et de vente. Les sociétés de Bourse vont de déconvenir en déconvenant. Après avoir appris à la mi-juin qu'elles devaient reconstruire à hauteur d'un milliard de francs le fonds de garantie de l'ex-Chambre syndicale des agents de change, qui a perdu plus de 500 millions sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), elles découvrent les coûts élevés de l'informatique développée par... l'ex-Chambre syndicale.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM). Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Lists various stocks like Majorette, Labinal, etc.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%). Lists various stocks like LVMH, Elf, etc.

BONS DU TRÉSOR. Séance du 15-7-88. Lists various bonds like Sept., Déc., etc.

Crédits. LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX. Apathie en Europe, mais active en Amérique. L'opération, dirigée par Bernard Lohman Hertz et conduite par Guy Souchu, est le résultat de ce qui se joue en ce moment sur le marché des capitaux internationaux. L'opération, dirigée par Bernard Lohman Hertz et conduite par Guy Souchu, est le résultat de ce qui se joue en ce moment sur le marché des capitaux internationaux.

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Apathie en Europe, mais activité à New-York

Solliciter le marché euro-obligataire en offrant des titres nominatifs tient de la gageure. C'est pourtant ce que fait un organisme américain que l'on considère comme l'un des meilleurs signataires de son pays, la Federal National Mortgage Association, familièrement appelée « Fanny Mae », qui a lancé la semaine passée un emprunt de 500 millions de francs français dont les obligations à cinq ans, émises à 100,50 %, sont dotées de coupons de 8,25 % l'an.

En l'absence de titres au porteur, l'intérêt des investisseurs privés est pratiquement inexistant, et l'appât pour ce genre de papier se trouve dans les obligations qui offrent des gains élevés de 100 à 150 points au minimum. La composition du groupe de direction, conduit par le Crédit commercial de France, se ressent également de la forme des obligations : n'y figure, par exemple, aucune banque belge ou luxembourgeoise, pour qui la forme nominative des obligations imposée par la pratique fiscale américaine est une attaque directe contre l'économisé et contre la discrétion à laquelle leur clientèle est tant attachée.

L'opération « Fanny Mae » a cependant bien des atouts, car elle élargit le cercle des emprunteurs en euro-franc français, dans un comparatif obligataire qui donne des signes évidents de maturité. Ses conditions sont loin d'être généreuses, à quelque 25 points de base au-dessus des taux de l'Etat français correspondants. Elles reflètent la qualité du débiteur, mais ne tiennent, pour l'instant, pourtant pas assez compte du fait surprenant que de nombreux prêteurs potentiels ne connaissent pas suffisamment l'emprunteur. « Fanny Mae » déploie son activité dans le secteur hypothécaire. Son emprunt est « swapé » contre des fonds en dollars à taux fixe.

La faible notoriété européenne d'un des plus grands débiteurs des Etats-Unis tranche vivement avec la réputation dont jouissent auprès des investisseurs américains les signatures étrangères de qualité. En témoignage le succès de la dernière émission de obligations de type « yankee » (c'est-à-dire lancée à New-York pour le compte d'un débiteur étranger). La Société générale vient, en effet, de réussir son entrée sur ce marché. Elle y fait la proposition suivante : 500 millions de dollars d'obligations subordonnées à quinze ans émises à 99,224 % et dotées de coupons (semestriels) de 9,875 %. Ces conditions, à la sortie de l'emprunt, faisaient ressortir une marge de 93 points de base au-dessus des taux d'Etat américains de référence, en l'occurrence les bons du Trésor à dix ans. Cette marge s'est maintenue sans peine par la suite. Les commissions pour les banques se montent au total à 0,75 %.

L'opération, dirigée par Shearson Lehman Hutton et codirigée par Goldman Sachs, est la seconde de ce genre effectuée par ce groupe de banques américaines, la première ayant eu lieu en 1986, à l'occasion de la vente d'obligations de 500 millions de dollars de la BNP, qui avait été la première à faire valoir qu'une banque étrangère disposait d'une succursale sur place pouvait être dispensée d'une telle démarche contraignante, même pour un emprunt subordonné (voir le Monde daté 15-16 mai). L'allègement est bienvenu, non seulement parce qu'il permet de respecter une discrétion souhaitable sur les projets d'une banque, mais également parce que la procédure d'émission d'un emprunt yankee est déjà suffisamment ardue en soi. Elle oblige, en effet, à préparer une note d'information à l'intention des investisseurs américains selon leurs propres critères, bien différents des schémas européens, plus exigeants.

C'est ainsi que, pour la première fois, la Société générale a dû faire part de la répartition géographique de ses engagements. Comme ceux-ci concernent pour plus de 85 % des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et que les risques sur l'Amérique latine ne représentent que 2,2 % du total, les prêteurs américains n'ont guère eu de peine à se convaincre des mérites de leur investissement, et le succès a été instantané. La dette est cotée « AA-1 » et « AA » par les agences spécialisées.

Par le biais d'un « swap » de taux d'intérêt, la grande banque française se procure des fonds subordonnés à quinze ans également et en dollars mais à taux variable, à des conditions fort avantageuses en ce qui concerne l'ajout au LIBOR à trois mois.

La Générale et son beau yankee

L'opération « Fanny Mae » a cependant bien des atouts, car elle élargit le cercle des emprunteurs en euro-franc français, dans un comparatif obligataire qui donne des signes évidents de maturité. Ses conditions sont loin d'être généreuses, à quelque 25 points de base au-dessus des taux de l'Etat français correspondants. Elles reflètent la qualité du débiteur, mais ne tiennent, pour l'instant, pourtant pas assez compte du fait surprenant que de nombreux prêteurs potentiels ne connaissent pas suffisamment l'emprunteur. « Fanny Mae » déploie son activité dans le secteur hypothécaire. Son emprunt est « swapé » contre des fonds en dollars à taux fixe.

La faible notoriété européenne d'un des plus grands débiteurs des Etats-Unis tranche vivement avec la réputation dont jouissent auprès des investisseurs américains les signatures étrangères de qualité. En témoignage le succès de la dernière émission de obligations de type « yankee » (c'est-à-dire lancée à New-York pour le compte d'un débiteur étranger). La Société générale vient, en effet, de réussir son entrée sur ce marché. Elle y fait la proposition suivante : 500 millions de dollars d'obligations subordonnées à quinze ans émises à 99,224 % et dotées de coupons (semestriels) de 9,875 %. Ces conditions, à la sortie de l'emprunt, faisaient ressortir une marge de 93 points de base au-dessus des taux d'Etat américains de référence, en l'occurrence les bons du Trésor à dix ans. Cette marge s'est maintenue sans peine par la suite. Les commissions pour les banques se montent au total à 0,75 %.

L'opération, dirigée par Shearson Lehman Hutton et codirigée par Goldman Sachs, est la seconde de ce genre effectuée par ce groupe de banques américaines, la première ayant eu lieu en 1986, à l'occasion de la vente d'obligations de 500 millions de dollars de la BNP, qui avait été la première à faire valoir qu'une banque étrangère disposait d'une succursale sur place pouvait être dispensée d'une telle démarche contraignante, même pour un emprunt subordonné (voir le Monde daté 15-16 mai). L'allègement est bienvenu, non seulement parce qu'il permet de respecter une discrétion souhaitable sur les projets d'une banque, mais également parce que la procédure d'émission d'un emprunt yankee est déjà suffisamment ardue en soi. Elle oblige, en effet, à préparer une note d'information à l'intention des investisseurs américains selon leurs propres critères, bien différents des schémas européens, plus exigeants.

C'est ainsi que, pour la première fois, la Société générale a dû faire part de la répartition géographique de ses engagements. Comme ceux-ci concernent pour plus de 85 % des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et que les risques sur l'Amérique latine ne représentent que 2,2 % du total, les prêteurs américains n'ont guère eu de peine à se convaincre des mérites de leur investissement, et le succès a été instantané. La dette est cotée « AA-1 » et « AA » par les agences spécialisées.

Par le biais d'un « swap » de taux d'intérêt, la grande banque française se procure des fonds subordonnés à quinze ans également et en dollars mais à taux variable, à des conditions fort avantageuses en ce qui concerne l'ajout au LIBOR à trois mois.

Part pour la solution complémenaire d'emprunts yankees subordonnés.

Part pour la solution complémenaire d'emprunts yankees subordonnés.

Pour revenir en France, la construction financière tout à fait originale montée récemment par Rhône-Poulenc continue de retenir l'attention. Il s'agit de titres perpétuels subordonnés qui, rachetés par Merrill Lynch International, ont été transformés et replacés par l'eurobanque américaine dans le cadre d'une opération à caractère privé proposant un investissement à quinze ans. Financement, Rhône-Poulenc est en mesure de manifester des fonds propres de 875 millions de dollars. Le coût, pour la société française, est celui du LIBOR majoré d'une certaine marge. Tout indique que la solution est particulièrement avantageuse. Son coût réel est « nettement plus intéressant que celui de toute autre forme de financement en fonds propres », assure Rhône-Poulenc.

Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est son caractère hautement officiel. En la rendant publique, Rhône-Poulenc commence par faire mention de l'accord de deux ministères. D'ici à imaginer que des opérations de ce genre seraient envisagées par les pouvoirs publics pour celles des banques françaises encore nationalisées, il n'y a qu'un pas, que certains s'apprêtent à franchir.

Dans les milieux eurobancaires, tout en soulignant les mérites de la transaction Rhône-Poulenc, on la considère souvent comme un crédit déguisé. Aussi préférerait-on que l'on permette à ces établissements financiers soucieux d'accroître leurs fonds propres de prendre un chemin plus court que par le biais de la transformation en actions de leurs certificats d'investissement.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Nouvelle poussée sur le dollar

Le dollar s'avale ! A la veille du week-end, son cours avait passé 6,30 F, s'élevait à près de 6,35 F contre 6,19 F huit jours auparavant. A Francfort, et à New-York, il débordait 1,88 DM contre 1,83 DM une semaine auparavant. A Tokyo, en revanche, le billet vert se montrait un peu moins ferme, s'ajustant contre 135,50 yens contre 133 yens, et retrouvant seulement ses niveaux du 4 juillet.

Cette envolée s'est effectuée en dépit d'une augmentation relative du déficit commercial des Etats-Unis en mai, ce déficit passant de 9,89 milliards de dollars en avril (chiffre révisé à 10,30 milliards de dollars) à près de 11 milliards de dollars (10,90 milliards exacts).

A vrai dire, cette augmentation était prévue par la majorité des opérateurs, qu'elle n'a pas autrement étonnés. Ce qui les a émus, en revanche, c'est la nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis à court terme ainsi que l'ajout de la « Marché obligataire et obligataire ». Une telle hausse rend plus rémunératrices les placements en dollars, au moment où la relative amélioration du commerce extérieur américain oblitère complètement les inquiétudes nourries précédemment sur le saut de la devise des Etats-Unis et sur l'aggravation des déficits de ce pays, tant pour le budget que pour la balance des paiements.

En fait, le dollar est partout à la hausse : « Même avec un déficit commercial de 12 milliards de dollars, le billet vert aurait poursuivi sa hausse, après un petit recul initial », commentait un opérateur, à la veille du week-end, qui voit le billet vert monter jusqu'en novembre. Un autre ajoutait : « Tout le monde achète, surtout les importateurs de produits payables en dollars, qui se convertissent, tandis que les exportateurs attendent pour vendre leurs devises. » C'est le fameux « terminalage », ou décalage des termes de paiements, « leads and lags » pour les Anglo-Saxons.

En ce genre de circonstance, l'effet d'entraînement joue. Les opérateurs à terme, d'abord, qui avaient pris des engagements de ventes à découvert sur le dollar (positions « courtes », rachetées en toute hâte, et se portant acheteurs, également à découvert. En outre, on voit des

groupes multinationaux se mettre à acquiescer des dollars, par précaution.

Dans cette affaire, les banques centrales sont intervenues, certes, pour freiner la remontée de la devise américaine : Réserve fédérale des Etats-Unis, Banque fédérale d'Allemagne, Banque nationale suisse, Banque d'Italie, mais pour des montants modérés. Elles se bornent à fournir les acheteurs commerciaux, sans chercher vraiment à contrarier le mouvement : on ne lutte pas contre la marée ou alors, comme les enfants au bord de la mer, on dresse, de fragiles murailles, emportées très rapidement.

L'optimisme qui prévaut actuellement sur le billet vert ne fait pas l'affaire de tout le monde, à commencer par les milieux industriels américains (favorables à un dollar, plus faible, afin de corriger le déficit commercial des Etats-Unis, et situant à 100 yens son niveau souhaitable. C'est, également, l'opinion de l'ancien chef des conseillers économiques du président Reagan, M. Martin Feldstein. Fidèle à ses idées, il estime que le dollar devrait baisser de 25 % au moins par rapport à la devise japonaise, et revenir à 100 yens d'ici un à trois ans. Les prix de gros aux Etats-Unis progressent de 6 % en rythme annuel, alors que le Japon les baisse, indique M. Feldstein, assurant que « le dollar devrait se déprécier au moins d'environ 10 % par rapport au yen, afin de combler l'écart actuel entre les taux d'inflation dans les deux pays ».

Selon les participants de la dernière réunion des gouvernements des banques centrales des Dix à Bâle, les Etats-Unis seraient prêts à « autoriser » une poursuite du mouvement de hausse du billet vert, bien accueillie en période électorale, comme signe de vigueur pour l'économie américaine. De toute façon, l'administration de Washington n'aurait jamais rien fait d'efficace pour faire baisser ou monter le dollar, hormis des déclarations sans lendemain, c'est à la force des marchés « qui tranchera et, pour l'instant, cette force possède le dollar à la hausse.

FRANÇOIS RENARD.

merce extérieur américain oblitère complètement les inquiétudes nourries précédemment sur le saut de la devise des Etats-Unis et sur l'aggravation des déficits de ce pays, tant pour le budget que pour la balance des paiements.

En fait, le dollar est partout à la hausse : « Même avec un déficit commercial de 12 milliards de dollars, le billet vert aurait poursuivi sa hausse, après un petit recul initial », commentait un opérateur, à la veille du week-end, qui voit le billet vert monter jusqu'en novembre. Un autre ajoutait : « Tout le monde achète, surtout les importateurs de produits payables en dollars, qui se convertissent, tandis que les exportateurs attendent pour vendre leurs devises. » C'est le fameux « terminalage », ou décalage des termes de paiements, « leads and lags » pour les Anglo-Saxons.

En ce genre de circonstance, l'effet d'entraînement joue. Les opérateurs à terme, d'abord, qui avaient pris des engagements de ventes à découvert sur le dollar (positions « courtes », rachetées en toute hâte, et se portant acheteurs, également à découvert. En outre, on voit des

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	SEAL	Franc français	Franc suisse	DM	Franc belge	Fléris	Lira italienne
New-York	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Paris	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Francfort	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Stockholm	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Milano	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Londres	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Madrid	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Barcelone	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Bombay	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Calcutta	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Mumbai	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Colombo	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Ceylan	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Manille	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Singapour	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Hong Kong	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Yokohama	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Osaka	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978
Tokyo	1.628	-	15,928	64,638	33,268	3,258	47,583	8,978

A Paris, 100 yens étaient cotés, le mercredi 13 juillet (*) 4,6780 F contre 4,6358 F le vendredi 8 juillet.

(*) Le marché des changes était fermé à Paris les 14 et 15 juillet en raison du chômage des banques.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le maïs et le soja sur le feu

Les cours du blé à Chicago sont restés cette semaine relativement stables, au-dessous de 4 dollars le boisseau (1). La récolte de blé d'hiver, qui représente 75 % environ de la production des Etats-Unis, a été ramassée avant la sécheresse et devrait atteindre 42,4 millions de tonnes, soit quelquefois certains de milliers de tonnes au-dessus de la production de 1987. Le reste que l'absence de pluies dans les régions céréalières de l'Iowa et Illinois principalement - inquiète vivement les fermiers, les opérateurs et le gouvernement.

Selon un rapport des services nationaux de météorologie, publié le 14 juillet, la sécheresse devrait persister pour les trente jours à venir, seulement entrecoupée de timides précipitations. Dans ce contexte, les prévisions pessimistes divulguées en début de semaine par l'USDA (département américain de l'agriculture) ont toutes les chances de se réaliser. Celui-ci estime que, globalement, la récolte céréalière des Etats-Unis devrait totaliser 212 millions de tonnes en 1988, soit une baisse de 24 % sur la campagne précédente.

Dans le détail, la production de blé pourrait reculer de 12,3 % (en raison d'une récolte décevante de blé de printemps). Estimée à 44,5 millions de tonnes, la récolte de soja devrait diminuer de 13,1 %. C'est la récolte de maïs qui devrait être la plus touchée et ne plus atteindre que 130 millions de tonnes, soit un repli de 26 % sur 1987. Ces prévisions que rien ne vient infirmer expliquent largement la nouvelle flambée qu'ont connue ces derniers jours le maïs et le soja à Chicago. Le prix du boisseau de soja a même dépassé les 10 dollars en séance du 14 juillet, avant de redescendre autour de 9,85 dollars à la suite de prises de bénéfices, tandis que le boisseau de maïs s'échangeait à 3,36 dollars.

Ces tensions sur l'offre ne concernent pas seulement les Etats-Unis. Selon un responsable de la commission canadienne du blé, la très forte sécheresse qui frappe l'ouest du pays va entraîner une diminution de moitié de ses exportations en 1988. Le Canada devrait seulement vendre 14 millions de tonnes de blé, contre 30 millions l'an passé. Les fermiers canadiens spéculent en outre sur une possible hausse de leurs prix intérieurs qui pourrait être décidée le 1er août par la commission du blé.

En attendant, ils se gardent bien de livrer leur grain et paralysent ainsi l'activité du port de Thunder Bay, sur le lac Major, le poumon céréalier du Canada. Vingt navires sont en attente de chargement et six cents marins ont déjà été mis à pied.

Ces perturbations interviennent au moment où le marché reste très demandeur. L'Union soviétique a ainsi acheté, le 14 juillet, 150 000 tonnes de maïs américains, dans le cadre de l'accord céréalier quinquennal qui la lie aux Etats-Unis, et dont l'expiration arrive en septembre.

Selon le président de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), M. Daniel Tourmay, la sécheresse en Amérique du Nord offre à la CEE, et à la France en particulier, de nouvelles perspectives de débouchés, même si « la baisse de la production envisagée ne met pas en péril les approvisionnements, ni les exportations américaines ». L'ONIC estime que la France a de bonnes cartes à jouer en Inde, dans le bassin méditerranéen et en Afrique noire. Cependant, « il est à craindre que, si les Etats-Unis doivent être plus sélectifs dans leurs programmes d'exportations subventionnées, ils privilégieront les marchés traditionnels de la CEE », estime M. Tourmay.

En attendant, le niveau élevé des cours mondiaux permet à Bruxelles de réaliser des économies sur les re-

stitutions (subventions à l'exportation) qu'il accorde aux marchands de grain. Celles-ci sont passées en un mois de 120 ECU (840 F) à 70 ECU (490 F par tonne). Une subvention dont la CEE n'a pas encore tiré tous les avantages.

ERIC FOTTORINO.

(1) Un boisseau de blé ou de soja = 27,216 kilos.
Un boisseau de maïs = 25,4 kilos.

Depuis le 12 juillet, le Fonds commun des Nations unies destiné à stabiliser les prix des produits de base peut être mis en place, après la décision des Membres d'y accéder. La modeste contribution de cet Etat de l'océan Indien porte les sommes recueillies à 66,68 % des 470 millions de dollars prévus. Les Fonds pour fonctionner lorsque les deux tiers de son capital sont réunis. C'est chose faite. Les modalités d'application seront étudiées à l'automne.

PRODUITS	COURS DU 15-7
Celaie (Londres) Tris mois	1260 (- 61) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Tris mois	1 465 (- 63) Livres/tonne
Nickel (Londres) Tris mois	14 000 (- 500) Dollars/tonne
Soja (Londres) Aout	2 240 (+ 250) Francs/tonne
Soja (Londres) Juillet	1 077 (+ 7) Livres/tonne
Café (New-York) Septembre	1 529 (- 36) Dollars/tonne
Soja (Chicago) Septembre	393,5 (- 5) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	343 (+ 24,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Août	289,20 (+ 13,2) Dollars/c. contre

La flèche entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les taux américains montent

C'est fait : les banques américaines ont relevé leur taux de base d'un demi-point, le portant de 9 % à 9,50 %. C'est le deuxième relèvement depuis le début de l'année, le premier, de 8,50 % à 9 %, ayant été effectué le 11 mai dernier. Ce taux de base retrouve presque son niveau d'avant le krach de Wall Street en octobre, qui avait atteint 9,75 % en cinq augmentations successives. Après le krach, il avait été abaissé par trois fois, revenant à 8,50 % en février 1988, cette baisse étant facilitée par la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui avait largement alimenté le marché en liquidité pour compenser l'effet dépressif (peussait-on) de ce krach d'octobre.

Sur le front des SICAV court-terme, la progression des en-cours se poursuit à un rythme soutenu, avec une augmentation de 14,7 milliards de francs en juin (+ 2,6 %), selon les statistiques de l'Institut de gestion financière (IGF). En un an, cet en-cours est passé de 365,3 milliards de francs à 568,9 milliards (+ 56 %).

Pendant le mois sous revue, un infléchissement de tendance a été noté. Ainsi, pour les SICAV dites « monétaires », qui détiennent en permanence plus de 75 % de leurs actifs en valeur de courte durée sans risque de variation de cours (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôt, etc.), la programmation de l'en-cours s'est ralentie, revenant à 6,6 milliards de francs contre 21,8 milliards en mai et 11,6 milliards en avril. En revanche, l'en-cours des SICAV « régulières », qui donnent la priorité à l'évolution de la valeur liquidative avec un portefeuille composé essentiellement d'obligations à taux fixe et à durée de vie courte, recommence à progresser (+ 6,2 milliards de francs en juin et 5,7 milliards en mai).

Sur le front des SICAV court-terme, la progression des en-cours se poursuit à un rythme soutenu, avec une augmentation de 14,7 milliards de francs en juin (+ 2,6 %), selon les statistiques de l'Institut de gestion financière (IGF). En un an, cet en-cours est passé de 365,3 milliards de francs à 568,9 milliards (+ 56 %).

Pendant le mois sous revue, un infléchissement de tendance a été noté. Ainsi, pour les SICAV dites « monétaires », qui détiennent en permanence plus de 75 % de leurs actifs en valeur de courte durée sans risque de variation de cours (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôt, etc.), la programmation de l'en-cours s'est ralentie, revenant à 6,6 milliards de francs contre 21,8 milliards en mai et 11,6 milliards en avril. En revanche, l'en-cours des SICAV « régulières », qui donnent la priorité à l'évolution de la valeur liquidative avec un portefeuille composé essentiellement d'obligations à taux fixe et à durée de vie courte, recommence à progresser (+ 6,2 milliards de francs en juin et 5,7 milliards en mai).

Sur le front des SICAV court-terme, la progression des en-cours se poursuit à un rythme soutenu, avec une augmentation de 14,7 milliards de francs en juin (+ 2,6 %), selon les statistiques de l'Institut de gestion financière (IGF). En un an, cet en-cours est passé de 365,3 milliards de francs à 568,9 milliards (+ 56 %).

Pendant le mois sous revue, un infléchissement de tendance a été noté. Ainsi, pour les SICAV dites « monétaires », qui détiennent en permanence plus de 75 % de leurs actifs en valeur de courte durée sans risque de variation de cours (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôt, etc.), la programmation de l'en-cours s'est ralentie, revenant à 6,6 milliards de francs contre 21,8 milliards en mai et 11,6 milliards en avril. En revanche, l'en-cours des SICAV « régulières », qui donnent la priorité à l'évolution de la valeur liquidative avec un portefeuille composé essentiellement d'obligations à taux fixe et à durée de vie courte, recommence à progresser (+ 6,2 milliards de francs en juin et 5,7 milliards en mai).

Sur le front des SICAV court-terme, la progression des en-cours se poursuit à un rythme soutenu, avec une augmentation de 14,7 milliards de francs en juin (+ 2,6 %), selon les statistiques de l'Institut de gestion financière (IGF). En un an, cet en-cours est passé de 365,3 milliards de francs à 568,9 milliards (+ 56 %).

Pendant le mois sous revue, un infléchissement de tendance a été noté. Ainsi, pour les SICAV dites « monétaires », qui détiennent en permanence plus de 75 % de leurs actifs en valeur de courte durée sans risque de variation de cours (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôt, etc.), la programmation de l'en-cours s'est ralentie, revenant à 6,6 milliards de francs contre 21,8 milliards en mai et 11,6 milliards en avril. En revanche, l'en-cours des SICAV « régulières », qui donnent la priorité à l'évolution de la valeur liquidative avec un portefeuille composé essentiellement d'obligations à taux fixe et à durée de vie courte, recommence à progresser (+ 6,2 milliards de francs en juin et 5,7 milliards en mai).

F. R.

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, TÉLÉMATIQUE. Includes sub-sections like '3 Mexique: le PRI tenté par une épreinte', '6 Après la mort d'un jeune Maghrébin à La Courneuve', etc.

M. Soisson rencontre les partenaires sociaux

La politique salariale en question

A l'occasion de ses entretiens avec les organisations syndicales et patronales, commencés le 11 juillet et de la formation professionnelle, M. Soisson a ses interlocuteurs des précisions sur les domaines où il entend agir en priorité.

de la politique salariale. Il a rappelé que les entreprises « continuent à pratiquer une politique de rigueur salariale trop stricte qui démobilitise les salariés » alors que l'on assiste à un réajustement des marges financières.

M. Bergeron qui a évoqué la relance de la négociation collective, « élément de stabilité sociale », puis souligné à son tour les déviations de l'investissement.

M. Delebarre propose des primes aux « aiguilleurs du ciel »

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, a proposé, le vendredi 15 juillet, une lettre aux syndicats de contrôleurs aériens qui ont déposé une préavis de grève pour lundi, dans laquelle il se propose de les rencontrer « le plus rapidement possible ».

A Paris Quatre morts et trois brûlés dans l'incendie d'un hôtel

Quatre personnes sont mortes et trois autres ont été grièvement brûlées dans un violent incendie qui a débuté, le samedi 16 juillet à 3 h 30, un hôtel, 98, rue d'Hauteville, dans le dixième arrondissement, à Paris.

Grâce à un échange avec la NHK japonaise RFI va émettre en Asie

Grâce à un accord d'échange, signé le 15 juillet avec la radio-télévision japonaise NHK, Radio France internationale (RFI) va diffuser, dès le 1^{er} août, quatre heures hebdomadaires d'émissions en ondes courtes, partie vers la Chine et partie vers la péninsule indochinoise.

Un traitement expérimental de l'hépatite B jugé prometteur aux États-Unis

Un traitement expérimental contre l'infection par le virus de l'hépatite B - transmise par le sang et les produits du sang - semble donner des résultats préliminaires « excitants ».

Des promeneurs agressés dans la capitale: un mort, deux blessés

Trois personnes qui se promenaient à Paris dans la nuit du 14 au 15 juillet, non loin des lieux où avait été tiré le feu d'artifice traditionnel, ont été agressées par des inconnus, qui ont tenté de leur voler leurs bijoux.

Avertissement de la CNCL à la 5 et à M6 sur le quota des films

La CNCL a attiré l'attention, le mercredi 13 juillet, sur les quotas de diffusion de films de La 5 et de M6, les deux chaînes privées ayant consommé au premier trimestre de leur deuxième année d'exercice presque le tiers des œuvres cinématographiques qu'elles peuvent diffuser annuellement.

Le parquet fait appel du jugement de relaxe

Le parquet de Paris a décidé d'interjeter appel du jugement rendu le 4 juillet par le dix-septième chambre correctionnelle de Paris selon lequel il n'existerait aucun texte permettant actuellement de sanctionner le directeur d'une « messagerie rose ».

Débauche et « messageries roses »

Le tribunal avait constaté que les pseudonymes, particulièrement évocateurs, et les petites annonces à caractère obscène consultables de la part des utilisateurs et notamment dans les cas où un tel acte « personnel postif » aurait été proposé puisque, en l'occurrence, il ne s'agissait ni d'un délit de presse ni d'une infraction au droit du travail.

EN BREF M. Rocard en visite privée en Espagne. Le premier ministre, M. Michel Rocard, est arrivé dans la soirée du jeudi 14 juillet à Madrid pour passer quelques jours de vacances en Espagne en compagnie de sa femme et de son fils aîné.

M. Arafat au Parlement européen. M. Hamadi Essid, directeur de la mission de la Ligue des États arabes à Paris, a fait la déclaration suivante au sujet de la prestation de M. Théo Klein, président du Conseil juif européen, à la suite de l'invitation de M. Yasser Arafat par le Parlement européen (Le Monde du 15 juillet): « En essayant de barrer la voie à l'expression légitime des aspirations nationales du peuple palestinien tout en parlant de la dialectique colonialiste qui consiste à n'accepter le dialogue qu'avec un partenaire de sa propre invention, Par de telles positions le Congrès juif européen confirme le

gouvernement israélien dans son aveuglement et l'encourage à poursuivre la répression dans les territoires occupés. »

A B C E F G H

Large advertisement for 'Le Monde' newspaper featuring 'Le Monde des Philatelistes' section, 'Elections' news, and various other articles and notices.